

# L'ÉCO

de la semaine



18 au 22 mai 2026

# SOMMAIRE

Conjoncture : Des activités économiques en dégradation selon la BFM .....	2
Télécommunications : Un levier stratégique pour construire une économie plus moderne .....	2
Renforcement de l'attractivité touristique : Madagascar mise sur le tourisme de croisière.....	3
Protection des consommateurs : le MinCC intensifie la lutte contre les produits périmés .....	4
Industrie minière - Kraoma reste dans l'impasse .....	4
Economist Prize : Le Sénégalais Abdoulaye Ndiaye élu meilleur jeune économiste africain .....	5
Pêche thonière : Harmonisation des statistiques nationales.....	5
Commerce : 35 700 tonnes d'arachides exportées en Chine en 2025 .....	6
Nosy Iranja : Classée 4e plus belle plage du monde .....	7
Commerce Afrique - La Grande Île se prépare au marché continental africain .....	7
COI - Les îles soutiennent l'innovation des jeunes entrepreneurs .....	8
Madagascar-Chine : Des exportations estimées à 200 millions USD par an.....	8
L'Union européenne s'accorde sur les droits de douane avec les Etats-Unis, Ursula von der Leyen salue un pas vers un commerce transatlantique « équilibré» .....	9
Les ventes de voitures électriques et hybrides rechargeables augmentent de 30 % au premier trimestre 2026 en Europe.....	9
Filière vanille : Un centre d'innovation voit le jour à Toamasina .....	10
Fonds Commun de l'Éducation : 25 milliards d'ariary à absorber pour accélérer .....	10
Service de paiement en ligne : PayPal étend son stablecoin PYUSD à 70 marchés .....	11
Hydrocarbures : Le négociant omanais OQ Trading reconduit comme importateur de carburants à Madagascar jusqu'en novembre 2026 .....	11
ONU - MOSCOU - BERLIN - L'État repositionne ses ambassadeurs .....	12
Franck Andrianjanahary, entrepreneur culturel : "Réussir en affaire, c'est vivre de sa passion et créer un impact positif" .....	13
Assiette fiscale : Befeno Hiacynthe interpelle sur les inégalités.....	15
Concertation à la CCIA : A l'écoute des préoccupations des consommateurs .....	15

# Conjoncture : Des activités économiques en dégradation selon la BFM

R.EDMOND. | 18 MAI | MIDI MADAGASCAR

**T**ransition rime toujours avec difficulté économique. La dernière enquête de conjoncture économique (ECE) de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) vient encore de le confirmer.

Outre un contexte international marqué par de fortes incertitudes, cette dégradation des activités économiques évoquée dans les résultats des ECE au premier trimestre 2026 trouve aussi son origine dans une gouvernance marquée par des ralentissements de la machine administrative, où les priorités sont orientées vers une pléthore de nominations aux hauts emplois de l'État.



## Peu encourageantes

Avec ce que cela suppose comme conséquences néfastes sur les activités économiques. « Les résultats de l'Enquête de conjoncture économique (ECE) de la Banque centrale de Madagascar pour le premier trimestre 2026 mettent ainsi en évidence une dégradation de l'activité économique », précise la BFM, qui note « un recul observé dans l'ensemble des catégories d'entreprises, et traduisant un environnement des affaires devenu moins favorable ». Et l'avenir n'est visiblement pas meilleur pour les mois restant au régime de la refondation, du moins si ce dernier respecte la promesse d'une transition de deux ans. L'ECE indique, en effet, que les perspectives pour le deuxième trimestre demeurent également peu encourageantes. « Selon les anticipations des chefs d'entreprise, la morosité devrait se poursuivre. L'Indicateur d'activité économique (IAE) reste en territoire négatif, signe d'une confiance encore fragile du secteur privé. Malgré cette

situation, la croissance économique de Madagascar est estimée à 3,8 % pour l'année 2026 ».

## Inflation

L'enquête révèle aussi des inquiétudes persistantes concernant l'évolution des prix. Entre mars et juin 2026, la proportion des chefs d'entreprise prévoyant une inflation supérieure à 10 % a augmenté pour atteindre 43,3 %. Toutefois, cette proportion reculerait nettement en septembre 2026 pour s'établir à 14,5 %. Par ailleurs, l'incertitude autour des perspectives inflationnistes s'accroît fortement. La Banque centrale note une hausse importante des non-réponses des entreprises interrogées, passées de 12,8 % à 41,7 %, illustrant les difficultés des acteurs économiques à anticiper l'évolution future des prix dans un contexte international instable. Ces indicateurs traduisent, en tout cas, les défis auxquels l'économie malgache devra faire face en 2026, entre pressions inflationnistes, hausse des coûts de production et ralentissement de l'activité économique.

## Vulnérabilité persistante

Quoi qu'il en soit, cette croissance estimée à 3,8 % cette année est en dessous de la moyenne africaine, même si cette dernière est en baisse. Selon, en effet, les dernières perspectives du Fonds monétaire international pour l'Afrique subsaharienne, la croissance régionale devrait ralentir à 4,3 % en 2026, contre 4,6 % annoncés en janvier. Cette baisse s'explique notamment par la vulnérabilité persistante des économies importatrices de pétrole face à la hausse des coûts de l'énergie. Cette dégradation des activités économiques intervient dans un climat mondial tendu. C'est pour cette raison, d'ailleurs, que les grandes banques centrales maintiennent une politique monétaire prudente afin de contenir les risques inflationnistes. Et Madagascar n'échappe évidemment pas aux répercussions de ces chocs externes. La hausse du prix du pétrole Brent, ainsi que celle des engrais, pèsent directement sur les coûts de production des entreprises nationales.

# Télécommunications : Un levier stratégique pour construire une économie plus moderne

NAVALONA R. | 18 MAI | MIDI MADAGASCAR

**M**adagascar a célébré la Journée internationale des télécommunications et de la société de l'information le 17 mai 2026.

D'aucuns reconnaissent que les télécommunications et la technologie numérique jouent un rôle important dans le développement socio-économique du pays, à travers la transformation de la société ainsi que l'amélioration du

bien-être et du niveau de vie de la population. Cela se manifeste par le rapprochement des citoyens via la connectivité du territoire national. Les technologies de l'information et de la communication sont également

omniprésentes, étant donné qu'elles contribuent au développement de différents secteurs, pour ne citer, entre autres, que l'éducation, la santé, le commerce, l'administration publique, l'agriculture et bien d'autres innovations diverses. « *Les télécommunications et les technologies numériques constituent désormais un levier stratégique pour construire une économie plus moderne et connectée, tout en offrant des opportunités accessibles à tous* », a souligné le ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, Mahefa Andriamampiadana, à l'occasion de la célébration de cette Journée internationale des télécommunications et de la société de l'information.

### Nouvelle génération d'ingénieurs

Il a, en même temps, évoqué ses réalisations durant ces cinq mois à la tête de son département ministériel. À titre d'illustration, des milliers d'outils numériques ont été distribués aux étudiants des universités et au corps enseignant, ainsi qu'aux agents issus des services territoriaux décentralisés, en vue de renforcer l'inclusion numérique tout en améliorant la qualité des services publics. Le centre de formation Huawei vient également d'être mis en place au sein de l'Université d'Antananarivo afin de former une nouvelle génération d'ingénieurs et de techniciens hautement qualifiés, répondant aux exigences des entreprises nationales et internationales. Une campagne d'alphabétisation numérique est également lancée afin de réduire la fracture numérique. En dépit de tout cela, le ministre de tutelle a réitéré que son département poursuit des efforts visant à renforcer la connectivité sur l'ensemble du territoire national. L'amélioration de l'accès aux services numériques et la promotion de l'innovation ainsi que des compétences technologiques ne sont pas en reste.

### Pacte numérique mondial

Par ailleurs, « *nous saluons les engagements de tous les acteurs œuvrant dans les domaines des télécommunications et de la technologie numérique, qui contribuent chaque jour au développement du pays. En effet, la*

*transformation numérique nécessite l'implication de tous. Continuons ensemble à bâtir un Madagascar connecté, innovant et tourné vers l'avenir* », a-t-il ajouté. Il est à rappeler que la Journée internationale des télécommunications est célébrée le 17 mai, chaque année depuis 1969. Cette date marque l'anniversaire de la création de l'Union internationale des télécommunications. L'objectif consiste à promouvoir une campagne de sensibilisation sur les possibilités offertes par l'utilisation de l'internet et des autres technologies de l'information et de la communication (TIC) aux sociétés et aux économies, ainsi que sur les moyens de réduire la fracture numérique. Le thème choisi pour cette année est axé sur « *Lignes de vie numériques : renforcer la résilience dans un monde connecté* ».



« *Nous devons investir dans la connectivité – des câbles sous-marins aux satellites, de l'accès local aux normes ouvertes, sans oublier les compétences numériques. Nous devons également mettre en œuvre le Pacte numérique mondial, promouvoir une gouvernance de l'IA fondée sur les droits et développer la coopération entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile. L'infrastructure numérique est un bien public essentiel ; par conséquent, nous devons la renforcer de sorte qu'elle puisse résister aux crises à venir. Lorsque les lignes de vie numériques sont sûres et accessibles à chacune et chacun, tout le monde peut se préparer, faire face et remonter la pente* », a déclaré António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, à cette occasion.

## Renforcement de l'attractivité touristique : Madagascar mise sur le tourisme de croisière

JEAN RIANA | 18 MAI | LES NOUVELLES

**L**a ministre du Tourisme et de l'artisanat, Lily Rafaralahy a profité de son déplacement en France dans le cadre de la Foire Gasyk'Art Manja, qui s'est clôturée hier, pour rencontrer les responsables des compagnies de croisière MSC et Ponant dans le cadre d'une stratégie visant à développer les escales à Madagascar.

A cet effet, Madagascar entend miser sur le tourisme de croisière pour renforcer l'attractivité touristique du pays et ainsi dynamiser son économie. La ministre s'est entretenue avec plusieurs dirigeants du groupe Ponant à Marseille, notamment le COO & General Secretary ainsi que le Port Operations Director. A noter que cette compagnie spécialisée dans les croisières haut de gamme dispose de bateaux pouvant transporter entre 150 et 200 passagers par navire. Il a été annoncé lors

des discussions que Ponant prévoit entre 36 et 40 escales à Madagascar durant la saison 2026-2027, qui s'étendra du mois de novembre et au mois de mars. MSC Croisiers, classé troisième plus grande compagnie de croisière au monde et leader européen du secteur, a pour sa part envisagé 5 escales à Madagascar pendant la même période, avec des navires pouvant accueillir entre 3.000 et 7.000 passagers à chaque voyage. Cela laisse

pressentir des retombées économiques considérables pour les régions concernées.

### Amélioration des ports en vue

Au cours des rencontres, les responsables de ces compagnies de croisière ont évoqué l'importance d'améliorer les infrastructures portuaires de Toliara et de Taolagnaro afin de pouvoir répondre aux exigences des compagnies internationales. Ils ont également avancé qu'ils sont prêts à prêter main-forte à la modernisation desdits ports à travers un partenariat public-privé (PPP). L'objectif est de permettre à ces ports d'accueillir au quotidien de grands navires de croisière. La mise en place de marchés artisanaux et de

distributeurs automatiques de billets (DAB) dans les zones portuaires a également été évoquée afin d'améliorer l'accueil des touristes. Il s'agit entre autres d'encourager les dépenses locales et de promouvoir l'artisanat malgache auprès des visiteurs étrangers. « Près de 60 % des touristes arrivant par croisière reviennent ensuite séjourner plus longtemps dans les destinations qu'ils découvrent lors de leur première escale, et ce en compagnie de leurs familles ou de leurs amis » estime le ministère. La première édition de la Foire Gasyk'Art Manja n'a pas seulement été une réussite, mais le déplacement de la ministre à cette occasion a aussi permis de soutenir de manière durable le développement du tourisme à Madagascar.

## Protection des consommateurs : le MinCC intensifie la lutte contre les produits périmés

JEAN RIANA | 18 MAI | LES NOUVELLES

A travers ses directions régionales du commerce et de la consommation (DRCC), le ministère du Commerce et de la consommation (MinCC) intensifie les opérations de contrôle visant à protéger les consommateurs contre la commercialisation de produits périmés ou non conformes.



Dans cette optique, plusieurs opérations ont récemment été effectuées dans différentes régions du pays, incluant le Menabe, le Boeny, l'Ihorombe, la Haute Matsiatra et le Melaky. Dans la région de Menabe, les agents de la DRCC ont mené une opération de contrôle le 13 mai, notamment dans les localités d'Andakabe et de Namahora. Vingt-neuf unités de beurre périmé ont été découvertes chez des

commerçants à cette occasion. Les produits ont donc été saisis et les procédures prévues par la loi ont été engagées. Pour la région Boeny, les inspections se sont déroulées les 12 et 13 mai dans les quartiers de Mahavoky Atsimo et Mahatsinjo à Mahajanga. Trois des dix commerçants contrôlés à Mahavoky Atsimo ont été convoqués auprès de la direction régionale après la découverte de 17 bouteilles de jus périmées ainsi que de six boîtes de fromage portant des dates falsifiées. Un commerçant sur sept visités a également été convoqué à Mahatsinjo après la découverte de deux boîtes de fromage périmées. Dans la région d'Ihorombe, cinq commerçants ont fait l'objet d'une inspection au marché de Tanambao et à Andrefantsena Ihosy le 12 mai, et l'un d'eux a été surpris en possession de produits périmés et détériorés. Le propriétaire des marchandises concernées a été convoqué afin de poursuivre les procédures légales. Dans chaque région mentionnée, les opérations de contrôle ont donné des résultats et les produits périmés ne suivant pas les normes ont tout de suite été retirés du marché. A travers ces opérations, le MinCC réaffirme sa volonté de renforcer la protection des consommateurs et de lutter contre la circulation de produits impropres à la consommation sur les marchés nationaux.

## Industrie minière - Kraoma reste dans l'impasse

HASINA GIOVANNI | 19 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La crise de l'entreprise d'extraction d'État remonte à 2019, soit sept années durant lesquelles les salariés de Kraomita Malagasy n'ont perçu aucun centime. Parmi les sociétés d'État qui n'ont pas été victimes de la privatisation, Kraoma SA, ou Kraomita malagasy, a subi des détournements de fonds comme les autres entreprises d'État dont le triste exemple d'Air Madagascar.

Une situation qui ne date pas d'hier, cette dernière a été la « vache à lait » au profit d'une « autre société » et de certains particuliers. L'ancien Directeur Général Nirina

Rakotomanantsoa actuellement écroué, la passation a eu lieu entre la Directrice des Affaires Financières Béatrice Rajaonarisoa et le nouveau Directeur général par intérim Keron Idealison.

Selon Fifaliana, secrétaire assistante du nouveau directeur général, « pour l'instant, l'entreprise est à l'arrêt et nous cherchons des solutions pour les impayés des employés. Par ailleurs, nous allons prendre des mesures envers la société parallèle qui exploite illégalement le site de Kraoma ». Elle poursuit aussi par rapport à la

disparition des archives dans les bureaux de l'entreprise à Ampefiloha.

### **Lourdes conséquences**

Le nouveau directeur général par intérim, Keron Idealison, envisage une réforme et une reprise des activités d'extraction dans le site de Brieville pour bientôt... Parmi les priorités actuelles figure la recherche de solutions pour les arriérés de salaires du personnel, accumulés depuis 2019, afin de relancer le fonctionnement de l'entreprise.

L'extraction du chrome et d'autres minerais par Kraoma constitue la principale source d'emplois dans la zone et contribue au développement économique local. L'arrêt des activités a entraîné de lourdes conséquences : chômage, dépeuplement, dégradation des routes et des infrastructures. Dans la localité, même les activités agricoles sont affectées, les paysans peinant à suivre le rythme des travaux de repiquage du riz. Pour beaucoup, la priorité est désormais tournée vers des activités de survie, notamment l'extraction aurifère.

## **Economist Prize : Le Sénégalais Abdoulaye Ndiaye élu meilleur jeune économiste africain**

*ANTSA R. | 19 MAI | MIDI MADAGASCAR*

**L**e Sénégalais Abdoulaye Ndiaye a remporté le premier prix de l'Africa NextGen Economist Prize, organisé conjointement par Jeune Afrique et The Africa Report, en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD).

Mettre en avant les jeunes économistes africains dont les travaux contribuent à éclairer les grands choix de développement du continent : tel est l'objectif de l'Africa NextGen Economist Prize. Le 15 mai dernier, le Sénégalais Abdoulaye Ndiaye a remporté cette distinction inaugurale lors d'une cérémonie organisée à Kigali, au Rwanda, en marge de l'Africa CEO Forum 2026. À 37 ans, Abdoulaye Ndiaye s'impose comme l'une des figures montantes de la recherche économique africaine. Professeur assistant à la Stern School of Business de la New York University, il est également affilié au Finance for Development Lab. Son dossier a été retenu parmi près de 70 candidatures issues de différents pays africains, ce qui confère à cette consécration une portée continentale. Le prix distingue un parcours académique, mais aussi une orientation de recherche fortement liée aux réalités africaines. Les travaux d'Abdoulaye Ndiaye portent sur des sujets au cœur des politiques publiques : protection sociale, emploi formel, mobilisation des ressources intérieures, dette souveraine et gouvernance économique. Ces thématiques renvoient directement aux défis auxquels sont confrontés de nombreux États africains, entre besoins de financement, pression sociale et impératif de transformation économique.

### **Pour la souveraineté**

En récompensant Abdoulaye Ndiaye, les organisateurs veulent aussi envoyer un signal à la nouvelle génération de chercheurs. L'objectif est de valoriser une expertise économique africaine capable de produire des analyses rigoureuses, mais aussi utiles à la décision publique.

Dans un contexte où le continent cherche à renforcer sa souveraineté économique, la production de connaissances devient un levier stratégique. Le lauréat a d'ailleurs insisté sur cette dimension collective. Il souhaite que cette distinction encourage davantage de jeunes Africains à s'orienter vers la recherche économique.



Il a également appelé les économistes du continent à travailler en réseau, afin de mieux traiter les problématiques propres à l'Afrique et de peser davantage dans les débats internationaux. Cette première édition de l'Africa NextGen Economist Prize ne consacre donc pas seulement un chercheur sénégalais : elle met en lumière une ambition plus large, faire émerger une génération d'économistes africains capables de penser les politiques publiques à partir des réalités du continent, avec des réponses adaptées aux défis de croissance, d'emploi et de gouvernance.

## **Pêche thonière : Harmonisation des statistiques nationales**

*ANTSA R. | 19 MAI | MIDI MADAGASCAR*

Madagascar poursuit ses efforts pour disposer de données fiables et harmonisées sur la pêche thonière. Un atelier annuel de comparaison et de validation des

statistiques relatives à cette filière s'est tenu du 11 au 16 mai 2026 à l'Hôtel des Thermes, à Antsirabe. L'objectif principal était de parvenir à une base statistique unique

pour Madagascar, afin d'améliorer le suivi, l'analyse et la prise de décision dans le secteur de la pêche thonière. Cette démarche est essentielle pour renforcer la gouvernance des ressources halieutiques et mieux orienter les politiques publiques liées à l'économie bleue. L'atelier a été officiellement ouvert et conduit par le directeur des Études, des Statistiques et de la Planification auprès du

ministère de la Pêche et de l'Économie bleue. Plusieurs responsables techniques et partenaires ont pris part aux travaux, notamment Blue Ventures et le WWF. L'appui du WWF et de l'appui sectoriel a contribué à la tenue de cette rencontre, appelée à renforcer la qualité et la cohérence des données nationales.

## Commerce : 35 700 tonnes d'arachides exportées en Chine en 2025

NAVALONA R. | 19 MAI | MIDI MADAGASCAR

### **L**e secteur agricole constitue l'un des domaines clés de la coopération entre Madagascar et la Chine.

Cette coopération bilatérale sera renforcée par la signature d'un protocole d'accord phytosanitaire pour l'exportation d'arachides de la Grande île vers ce pays partenaire. « *Cet accord bilatéral marque une reconnaissance internationale de la qualité de la production agricole et des services phytosanitaires malgaches, tout en permettant aux producteurs, collecteurs et entreprises exportatrices d'accéder directement au plus vaste marché de consommation du monde* », a déclaré le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Gaëtan Ramindo, lors de la signature de ce protocole d'accord, hier, au ministère des Affaires étrangères. Pour sa part, « *l'État malgache s'engage à renforcer le contrôle de la traçabilité de l'arachide depuis le site de production jusqu'à la destination finale de ce produit de rente. Cela inclut la surveillance des champs et les tests d'aflatoxines conformes à la norme nationale chinoise GB 2761, sous la supervision de la direction de la Protection des végétaux* », a-t-il poursuivi.



#### **Traçabilité totale**

Garantir des arachides décortiquées exemptes d'organismes nuisibles de quarantaine qui préoccupent la Chine, tout en alignant les processus de production, de transformation et de stockage sur les normes internationales en matière de mesures phytosanitaires, constitue également l'un des autres engagements de la partie malgache. La mise en œuvre systématique de traitements de fumigation, de criblage et de tri manuel n'est pas en reste. « *Ce cadre de confiance mutuelle assure une traçabilité totale, de la parcelle agricole jusqu'au consommateur final, validée par un certificat phytosanitaire. Il s'agit également d'un fruit de collaboration entre les techniciens malgaches et leurs homologues chinois* », a enchaîné le ministre de tutelle.

Pour sa part, l'ambassadeur de la République populaire de Chine à Madagascar, SEM Ji Ping, a annoncé que le secteur agricole constitue depuis toujours l'un des domaines clés de la coopération entre les deux pays. « *La filière arachide, en tant qu'importante culture de rente et produit d'exportation phare de Madagascar, joue un rôle essentiel dans la promotion de l'emploi rural, dans l'amélioration des revenus des paysans et dans l'expansion de ses exportations agricoles vers la Chine. L'an dernier, 35 700 tonnes d'arachides ont été expédiées en Chine. La valeur de ces exportations est de l'ordre de 15,05 millions de dollars* », a-t-il évoqué.

#### **Nouveaux débouchés**

Et lui de préciser que la signature de ce protocole d'accord offrira un cadre institutionnel plus stable et favorable à l'entrée des produits agricoles malgaches sur le marché chinois, tout en renforçant la compétitivité de l'arachide au niveau international. Il est à noter que les deux parties prévoient ensuite d'étendre le nombre de produits agricoles à exporter vers la Chine. On peut citer, entre autres, les grains secs, les épices et d'autres produits de rente destinés à l'export, tels que le cacao. « *La transformation du secteur agricole constitue l'une des priorités de l'État, tout en explorant de nouveaux débouchés, surtout sur le marché international, afin d'augmenter les revenus des producteurs et d'améliorer la balance commerciale entre Madagascar et la Chine, ainsi que d'attirer des investisseurs* », tient à préciser le ministre de tutelle, Ramindo Gaëtan. En revenant sur la filière arachide, il a avancé que la production de la Grande île est estimée entre 60 000 tonnes et 70 000 tonnes chaque année. « *Près de la moitié de cette production est exportée dans différents pays, dont la Thaïlande, le Vietnam et l'Europe. La Chine importe de l'arachide de Madagascar via d'autres pays. Mais, suite à la signature de ce protocole d'accord, on peut exporter directement vers la Chine, ce qui va réduire le coût de revient tout en améliorant les prix aux producteurs. Un contrôle strict sur l'application des prix de ce produit de rente sera d'ailleurs renforcé sur tous les maillons de cette chaîne de valeur* », a-t-il soulevé. En effet, les paysans dans la région de Menabe, qui constitue la zone à forte potentialité de production d'arachide, se plaignent actuellement de la baisse des prix de l'arachide, ne permettant même pas de couvrir leur coût de production.

## Nosy Iranja : Classée 4e plus belle plage du monde

JEAN RIANA | 19 MAI | LES NOUVELLES

Selon « The World's 50 Best Beaches », Nosy Iranja figure parmi les plus belles plages de la planète, se situant à la 4e place du classement, ce qui contribue à faire rayonner la destination Madagascar à l'échelle internationale. Située au large de Nosy Be, l'île de Nosy Iranja vient de décrocher une reconnaissance qui permet de renforcer la visibilité de la Grande Ile, comme une destination touristique de premier plan. Chaque année, ce classement international récompense les cinquante plages les plus remarquables au monde à partir des évaluations

d'experts du voyage et du tourisme. La sélection prend en compte la beauté naturelle, la préservation de l'environnement, l'authenticité et l'expérience offerte aux visiteurs. Réputée pour son spectaculaire banc de sable blanc reliant deux îlots au milieu d'une eau turquoise cristalline, Nosy Iranja est l'un des joyaux balnéaires les plus emblématiques du nord-ouest de la Grande Île. Cette reconnaissance obtenue par Nosy Iranja ne fait que confirmer le fort potentiel de Madagascar en matière de tourisme.

## Commerce Afrique - La Grande Île se prépare au marché continental africain

ITAMARA OTTON | 20 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**M**adagascar entend suivre de près les avancées de la Zone de libre-échange continentale africaine et renforcer sa position sur un marché appelé à se structurer progressivement au cours de la prochaine décennie.

Entrée juridiquement en vigueur en 2021, la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) demeure encore en phase de déploiement opérationnel. La libéralisation tarifaire complète est attendue entre 2031 et 2036. Dans ce contexte, Madagascar cherche à anticiper son intégration au marché continental et à mieux structurer sa stratégie commerciale.

Les autorités publiques et les acteurs du secteur privé travaillent actuellement à la mise en place d'un comité national chargé du suivi des engagements liés à la Zlecaf. La structure devrait également servir de cadre de concertation autour des échanges commerciaux avec le continent africain.

« Il s'agit d'une structure qui suivra de près les engagements des parties prenantes malgaches par rapport au marché africain. Ce comité servira aussi de plateforme pour booster les échanges commerciaux avec l'Afrique. Notre objectif est de rééquilibrer la balance commerciale entre les exportations et les importations de la Grande Île », a expliqué Tiava Rajohnson, directrice du commerce extérieur au ministère du Commerce, lors d'un atelier organisé, hier, au Pavé Antaninarenina.

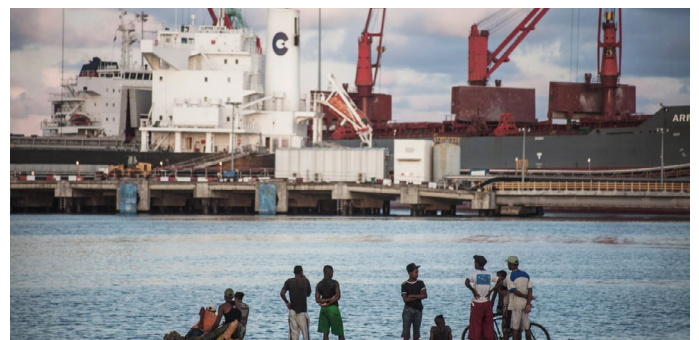
### Insuffisances d'infrastructures

Madagascar entend notamment miser sur le textile, l'habillement, les accessoires, l'agroalimentaire ainsi que certains services pour se positionner sur ce marché continental, qui représente aujourd'hui environ 1,3 milliard de consommateurs et pourrait atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici à 2050.

Mais les ambitions affichées se heurtent encore à plusieurs contraintes structurelles. Les insuffisances des infrastructures routières et énergétiques continuent de limiter les capacités industrielles du pays. Alors que les autorités présentent la transformation locale comme un levier de développement économique, le tissu industriel demeure

relativement limité. Le secteur manufacturier représente environ 15 % du produit intérieur brut, au sein de l'ensemble du secteur secondaire.

Au ministère du Commerce, les responsables évoquent néanmoins une stratégie de coordination entre les acteurs publics et privés afin de préparer l'ouverture vers le marché continental. « Nous disposons de la capacité pour exporter vers la Zlecaf, pour ne parler que des lignes aériennes et maritimes vers le marché africain, mais nous sommes en train de mettre en place une synergie au niveau national pour parfaire nos préparatifs », a indiqué Tiava Rajohnson.



Les autorités mettent également en avant l'évolution des routes maritimes internationales au cours des dernières années. Une part croissante du trafic mondial transite désormais par l'océan Indien, renforçant l'intérêt stratégique de la région pour les opérateurs maritimes.

Le commerce intra-africain est actuellement estimé à environ 220 milliards de dollars. Selon plusieurs projections continentales, la mise en œuvre complète de la Zlecaf pourrait générer entre 450 et 470 milliards de dollars de revenus supplémentaires à l'échelle africaine.

# COI - Les îles soutiennent l'innovation des jeunes entrepreneurs

IHARIANA SAROBIDY ET POSSENTI TRACY | 20 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un dialogue a réuni des acteurs de l'accompagnement et du financement de l'entrepreneuriat, hier, à l'hôtel San Cristobal afin de discuter d'une fédération des incubateurs et accélérateurs de l'océan Indien. L'échange a été organisé par la Commission de l'océan Indien (COI), en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et le ministère malgache de la Jeunesse et des Sports.



Le dialogue était axé sur une volonté de synergie entre cinq régions de l'océan Indien, en faveur de l'émergence de projets innovants et d'une entrée des start-up sur la scène africaine et internationale.

La mutualisation des connaissances et des compétences se fera à travers la plateforme Incub'OI, une structure régionale connectant opportunités et acteurs pour faire avancer le domaine entrepreneurial.

Cet écosystème régional renforcera la co-crédation, via le soutien mutuel entre les entreprises dans des domaines complémentaires. Il devra créer aussi un point

d'intelligence collective et une complémentarité des compétences entre les entreprises de chaque région.

## Financement innovant

« Nous voulons créer une synergie entre chaque île qui ont toutes leurs points forts et leurs points faibles. Le but d'Incub'OI est de découvrir comment créer un tremplin entre les acteurs. Cela ne concerne pas uniquement les entreprises incubées, mais aussi les gouvernements et les agents de financement », souligne Jes Marden, membre du comité fondateur Incub'OI.

Parmi les problématiques soulevées, l'accès au financement a démarré les échanges. Les banques ont été interpellées sur leur manque de soutien envers les projets innovants portés par les jeunes entrepreneurs. Une représentante de la BNI Madagascar a défendu la prudence de ces établissements en abordant le risque lié au financement de jeunes porteurs de projets, souvent « sans expérience et avec des concepts encore nouveaux ». Un risque qui serait trop élevé au regard du taux directeur et du taux de base bancaire.

Face à cette difficulté, le modèle du partenariat public-privé a été avancé comme piste de solution par l'un des jeunes entrepreneurs présents. Il prend l'exemple de Maurice et évoque un système dans lequel l'État peut se porter garant auprès de banques ou d'institutions financières en soutien aux PME, startups et projets innovants. La concrétisation de la dynamique soutenue par le gouvernement malgache, qui a placé l'entrepreneuriat au cœur des priorités de la refondation.

À l'écoute des suggestions, Jes Marden a reconnu l'importance cruciale de la question du financement tout en rappelant que cette fédération ferait office de plaidoyer auprès des instances décisionnelles.

## Madagascar-Chine : Des exportations estimées à 200 millions USD par an

NAVALONA R. | 20 MAI | MIDI MADAGASCAR

**Au cours des trois dernières années, les exportations de Madagascar vers la Chine ont dépassé 200 millions USD par an, selon l'ambassade de la République populaire de Chine à Madagascar.**

Plusieurs produits phares venant de la Grande île intéressent les consommateurs chinois. On peut citer, entre autres, les crevettes, les matériaux de construction en pierre, les produits d'élevage, les huiles essentielles, les produits halieutiques, les produits oléagineux et les épices. Les deux pays n'ont pas ménagé leurs efforts pour faciliter l'accès des produits malgaches au marché chinois. À titre d'illustration, un protocole d'accord sur l'exportation de viande ovine et caprine a été signé par les deux parties en 2023. La Grande Île a ainsi pu exporter plus de 700 tonnes de viande ovine et caprine vers la Chine à la fin de

2025, d'après les informations publiées par l'ambassade de la République populaire de Chine à Madagascar.

## Protocoles d'accord

Ces opérations d'exportation ont bénéficié à plus de 1 600 éleveurs de petits ruminants provenant de Toliara, qui travaillent en partenariat avec la société Sino-Madagascar Animal Husbandry (SMAH), a-t-on appris. Chaque éleveur possède en moyenne entre 30 et 50 moutons. Leurs revenus annuels ont ainsi augmenté de 3 millions Ar à 6,5 millions Ar, a-t-on indiqué. En outre, deux autres protocoles d'accord sur l'exportation de produits aquatiques

sauvages et de poissons marins ornementaux ont été signés par les deux pays ces deux dernières années. Tout récemment, l'ambassadeur de Chine à Madagascar, SEM Ji Ping, et le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Gaëtan Ramindo, viennent de signer un protocole d'accord phytosanitaire relatif à l'exportation d'arachides décortiquées vers la Chine. Il est à noter que ce pays partenaire a importé, l'an dernier, 35 700 tonnes d'arachides de Madagascar via d'autres pays importateurs. Des études sur le projet d'exportation de haricot mungo sont également en vue.

L'ambassadeur chinois a également rappelé que la Chine a appliqué la politique de tarif douanier zéro pour accéder à l'accès des produits agricoles provenant des 53 pays africains, dont Madagascar, à son marché. Des entreprises malgaches sont également invitées à participer à des salons majeurs tels que l'Exposition internationale d'importation de Chine, la Foire d'import-export de Chine et l'exposition économique et commerciale Chine-Afrique, afin de leur offrir des opportunités d'explorer le marché chinois, a-t-on conclu.

## L'Union européenne s'accorde sur les droits de douane avec les Etats-Unis, Ursula von der Leyen salue un pas vers un commerce transatlantique « équilibré »

20 MAI | FRANCEINFO

**L**a présidence chypriote de l'UE a fait cette annonce dans un communiqué, mercredi à l'aube.

« Ensemble, nous pouvons garantir un commerce transatlantique stable, prévisible, équilibré et mutuellement bénéfique. » La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a salué, mercredi 20 mai, le compromis obtenu au sein de l'Union européenne (UE) pour mettre en œuvre l'accord commercial conclu avec Washington. « Nous sommes parvenus à un accord sur la mise en œuvre de l'accord douanier UE-Etats-Unis. L'Europe tient ses engagements », a réagi le chancelier allemand, Friedrich Merz.

Sous la pression de Donald Trump, l'Union européenne est parvenue à un compromis provisoire. « Le Conseil et le Parlement parviennent à un accord sur la mise en œuvre des dispositions relatives aux droits de douane de la déclaration commune » UE-Etats-Unis adoptée le 21 août 2025, a écrit la présidence chypriote de l'UE dans un communiqué. Les représentants des eurodéputés et des 27 Etats membres avaient démarré dans la soirée ces nouvelles discussions à huis clos, dans une salle du Parlement européen à Strasbourg, après une tentative infructueuse début mai. La présidence chypriote de l'UE a finalement annoncé mercredi à l'aube un « accord provisoire ».

### « L'Union européenne tient ses engagements »

Le président américain a donné à l'UE jusqu'au 4 juillet, jour qui marquera les 250 ans de l'indépendance américaine,

pour ratifier l'accord négocié l'été dernier à Turnberry, en Ecosse. Faisant valoir que les engagements américains ont été, pour leur part, rapidement mis en œuvre, il a menacé l'UE de porter de 15 % à 25 % les droits de douane sur les voitures et camions européens. « Aujourd'hui, l'Union européenne tient ses engagements », a claironné dans un communiqué Michael Damianos, ministre de l'Energie, du Commerce et de l'Industrie chypriote. « Le maintien d'un partenariat transatlantique stable, prévisible et équilibré est dans l'intérêt des deux parties », a-t-il ajouté.



Dans son pacte avec Washington, l'UE s'est engagée à supprimer les droits de douane appliqués sur la plupart des importations en provenance des Etats-Unis, en échange d'un plafonnement à 15 % des droits de douane imposés par Donald Trump sur les produits européens.

## Les ventes de voitures électriques et hybrides rechargeables augmentent de 30 % au premier trimestre 2026 en Europe

20 MAI | FRANCEINFO

**L**e rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie explique cette hausse par la guerre au Moyen-Orient et la hausse des prix des carburants.

Les ventes de voitures électriques et d'hybrides rechargeables ont augmenté de 30 % au premier trimestre 2026 en Europe par rapport à l'année dernière, indique mercredi 20 mai le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie, consulté par franceinfo, qui note un potentiel effet de la guerre au Moyen-Orient. Les données pour le mois d'avril montrent que cette tendance va continuer sur le continent européen.

Pour l'Agence internationale de l'énergie, cette hausse des ventes de voitures électriques - et particulièrement en Europe où le marché est dynamique - s'explique notamment par la hausse des prix des carburants. Les prix de l'essence et du gazole ont en effet subi une forte hausse depuis le début de la guerre au Moyen-Orient et le blocage du détroit d'Ormuz.

Parmi les avantages mis en avant par le rapport, il y a notamment un argument économique : le mois dernier par exemple, un propriétaire de voiture électrique pouvait ainsi espérer des économies en hausse de 35 % par rapport à la période pré-crise.

## Une voiture sur trois vendue en électrique en 2026

Autres explications à cette progression des ventes, des normes plus strictes sur les émissions de CO2, le retour de subventions, ou encore une offre plus large avec des modèles de plus en plus abordables. Toujours selon le rapport, l'Europe devrait ainsi connaître en 2026 la croissance la plus forte parmi les grands marchés, avec une voiture sur trois vendue en version électrique.

À noter qu'en 2025, les ventes mondiales de voitures électriques ont augmenté de 20 %, pour dépasser les 20 millions d'unités, ce qui signifie qu'un quart de toutes les nouvelles voitures vendues étaient électriques (dont les véhicules hybrides rechargeables). En 2026, les ventes mondiales de voitures électriques devraient atteindre 23 millions d'unités, soit 28 % des ventes automobiles totales.

## Filière vanille : Un centre d'innovation voit le jour à Toamasina

21 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'agence Ecofin rapporte l'ouverture d'un Centre d'innovation dédié à la vanille à Toamasina. La multinationale américaine IFF (International Flavors & Fragrances) en est l'initiateur et l'a inauguré le 11 mai dernier. Installé sur 650 m<sup>2</sup>, le site regroupe des capacités d'analyse, d'extraction et de création d'arômes destinés aux industries laitières, de la boulangerie et de la confiserie. L'investissement vise à renforcer la présence du groupe sur les segments à plus forte valeur ajoutée, au-delà du simple approvisionnement

en vanille brute, et devrait également servir de centre de formation pour les acteurs locaux de la filière.

Cet investissement intervient dans un contexte de crise : les prix de la vanille ont chuté de plus de 80 % en cinq ans sur le marché international, s'établissant à 38 dollars le kilogramme au quatrième trimestre 2025, contre 63,6 dollars un an plus tôt. Madagascar concentre pourtant quelque 80 % de la production mondiale, ce qui explique l'intérêt croissant des grands groupes pour une intégration plus poussée dans la filière locale.

## Fonds Commun de l'Éducation : 25 milliards d'ariary à absorber pour accélérer

ANTSIA R. | 21 MAI | MIDI MADAGASCAR

Dans le secteur de l'éducation, des financements importants sont restés bloqués par les lenteurs d'exécution des projets. Avec la Refondation, l'État veut changer de rythme et mobiliser les crédits non consommés pour des réalisations à fort impact.

Le Fonds Commun de l'Éducation (FCE) aborde une étape déterminante. Après une première phase freinée par plusieurs lenteurs d'exécution, les acteurs publics et les partenaires techniques et financiers veulent désormais accélérer l'utilisation des ressources disponibles afin de transformer les financements en réalisations visibles dans les écoles. L'analyse de la phase 1 du FCE, couvrant la période 2021-2024, fait ressortir un reliquat de crédits estimé à près de 25 milliards d'ariary. En cause : des difficultés récurrentes dans l'exécution des marchés publics, liées notamment à une appropriation encore insuffisante

des procédures de passation, à des capacités techniques limitées et à des faiblesses dans la planification opérationnelle. Ces contraintes ont entraîné des retards, des échanges répétés avec les partenaires financiers et un niveau d'absorption budgétaire inférieur aux prévisions. Elles concernent pourtant des projets essentiels pour le système éducatif, dont la construction et la réhabilitation d'infrastructures scolaires, l'acquisition de matériels informatiques, de kits solaires, de mobilier et d'équipements destinés aux établissements. Pour mieux faire connaître le FCE, un atelier a été organisé hier au Plan Anosy par l'ARMP (Autorité de régulation des marchés publics) afin d'informer les prestataires et fournisseurs du secteur privé sur les opportunités de marchés dans le cadre du FCE.

## Projets à impacts

Pour l'exercice 2026, les trois ministères sectoriels concernés, ainsi que le ministère de l'Économie et des Finances, vont programmer l'utilisation de ce reliquat, selon les explications. Les activités prévues passeront majoritairement par les marchés publics, à hauteur d'environ 95 %. L'enjeu, selon l'ARMP, est de lancer, attribuer et exécuter les marchés dans les délais, avant l'échéance de décembre 2026, tout en veillant aux impacts attendus sur le terrain. Dans cette dynamique, l'ARMP jouera un rôle d'accompagnement stratégique. Son appui portera sur une meilleure coordination avec les partenaires

techniques et financiers, l'organisation d'échanges avec les opérateurs économiques, la promotion d'une concurrence effective et une diffusion plus large des informations sur les marchés. Il concernera également la planification des procédures, la définition de critères d'évaluation transparents et non discriminatoires, ainsi que le renforcement des capacités des acteurs chargés de l'analyse des offres. Au-delà de l'urgence d'absorber les financements disponibles, cette démarche pose les bases d'une réforme plus durable : renforcer les compétences, harmoniser les pratiques et faire de la commande publique un levier plus efficace au service de l'éducation, de la transparence et du développement local.

## Service de paiement en ligne : PayPal étend son stablecoin PYUSD à 70 marchés

ARH. | 21 MAI | LES NOUVELLES

Le géant des paiements numériques PayPal a annoncé, hier, le déploiement de son stablecoin PayPal USD (PYUSD) dans 70 marchés à travers le monde, avec un élargissement notable de l'accès au continent africain. Pour l'entreprise, cette initiative rend les paiements transfrontaliers plus rapides, moins coûteux et plus accessibles aux particuliers comme aux entreprises.

recherchent des moyens plus rapides et plus pratiques d'effectuer des transactions à l'échelle mondiale. Le système actuel coûte encore trop cher et les délais de règlement restent dépassés », a-t-elle déclaré. Elle souligne que l'expansion du PYUSD dans 70 marchés « offre un accès plus rapide aux fonds, réduit les coûts des transferts internationaux et facilite la participation à l'économie mondiale ».



Le PYUSD permet désormais à des millions d'utilisateurs de transférer, recevoir, conserver ou convertir des fonds directement depuis leur compte PayPal. La société affirme vouloir répondre à une demande croissante de solutions financières numériques capables de simplifier les échanges internationaux. Pour la vice-présidente principale et directrice générale du crypto chez PayPal, May Zabaneh, les systèmes actuels restent trop lents et onéreux. « Les particuliers et les entreprises du monde entier

### Présence renforcée en Afrique

L'Afrique figure parmi les régions ciblées par cette expansion. Selon Otto Williams, vice-président principal et directeur général de PayPal pour le Moyen-Orient et l'Afrique : « Proposer le PYUSD en Afrique apporte une valeur concrète aux particuliers et aux entreprises. Les utilisateurs disposent d'un moyen stable et flexible pour transférer de l'argent plus rapidement, tandis que les entreprises peuvent simplifier les paiements transfrontaliers et créer de nouvelles perspectives de croissance ». Les entreprises acceptant le PYUSD devraient également bénéficier d'un accès accéléré à leurs fonds, parfois en quelques minutes au lieu de plusieurs jours. Une avancée qui pourrait améliorer leur trésorerie et soutenir leurs activités internationales. Lancé aux États-Unis en 2023, le PYUSD poursuit ainsi son expansion mondiale. Désormais disponible en Afrique, en Europe, en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Amérique du Nord, ce stable coin devrait contribuer à renforcer un commerce mondial plus fluide et inclusif.

## Hydrocarbures : Le négociant omanais OQ Trading reconduit comme importateur de carburants à Madagascar jusqu'en novembre 2026

21 MAI | 2424.MG

OQ Trading restera l'importateur de produits pétroliers blancs pour Madagascar de juin à fin novembre 2026.

La branche trading du Sultanat d'Oman a de nouveau décroché le contrat d'approvisionnement en carburants

de la Grande île, consolidant ainsi sa position de principal fournisseur du pays pour le prochain semestre. L'annonce a été faite ce mercredi par le directeur général de l'Office malgache des hydrocarbures (OMH), Cydolain Raveloson, en marge de la présentation de la Lettre de politique de l'aval pétrolier.

Le contrat actuel entre les distributeurs pétroliers et OQ Trading arrive à échéance à la fin du mois de mai 2026. Il portait sur un volume annuel estimé à 829 057 tonnes métriques de carburants pour les cycles d'approvisionnement allant de juin 2025 à mai 2026. Le nouveau marché conclu avec le négociant omanais couvrira la période de début juin à fin novembre 2026.

### Sécurisation des importations

Selon le directeur général de l'OMH, le processus d'attribution a suivi plusieurs étapes avant la sélection finale. OQ Trading a été retenu à l'issue d'une évaluation des offres. Ce choix s'inscrit dans un contexte marqué par la volatilité des marchés pétroliers internationaux et la hausse des coûts du fret maritime liée aux tensions en Mer Rouge et au Moyen-Orient.

Pour Madagascar, l'enjeu est de garantir l'approvisionnement en carburants des stations-service tout en limitant l'impact des coûts logistiques sur les prix à la pompe. La sécurisation des importations de gasoil, de supercarburant SP95 et de pétrole lampant reste ainsi une priorité pour les prochains mois.

### Tarifs compétitifs

OQ Trading bénéficie déjà d'une expérience du marché pétrolier malgache. Le trader international est notamment présenté comme capable de négocier des tarifs compétitifs pour l'affrètement des tankers assurant l'acheminement des produits pétroliers vers Madagascar.

Dans le cadre de ce contrat, OQ Trading continuera d'approvisionner les quatre compagnies de distribution pétrolière opérant dans le pays. Les distributeurs reçoivent les mêmes produits blancs – gasoil, essence SP95 et pétrole lampant – aux mêmes conditions tarifaires avant la répartition des volumes importés au port de Toamasina, selon leurs commandes respectives.

## ONU - MOSCOU - BERLIN - L'État repositionne ses ambassadeurs

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 22 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**T**rois nouveaux ambassadeurs ont été nommés en Conseil des ministres, mardi. Des nominations qui traduisent un redéploiement diplomatique de Madagascar auprès des instances multilatérales et des capitales.

New York, auprès des Nations Unies, Moscou et Berlin. Telles sont les destinations des trois nouveaux ambassadeurs nouvellement nommés en Conseil des ministres, mardi. Des nominations que le ministère des Affaires étrangères affirme comme étant « une avancée majeure dans le déploiement de la diplomatie malgache ». À une certaine mesure, elles marquent un repositionnement de la Grande Île au sein d'instances et de capitales où elle était absente depuis un certain temps.

Ny Hasina Andriamanjato, ancien ministre des Postes et de la Télécommunication, et également ancien vice-Premier ministre chargé des Affaires étrangères, est le nouvel ambassadeur de Madagascar auprès de la Russie. Alain Manajary Razafimbelo, ancien ministre des Travaux publics, est le nouveau numéro un de la représentation diplomatique malgache en Allemagne. Lanto Rahajarizafy, diplomate de carrière et actuelle directrice générale des partenariats et de la diaspora auprès du ministère des Affaires étrangères, est la nouvelle ambassadrice de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Dans un communiqué pour annoncer la nomination des trois nouveaux ambassadeurs, le ministère des Affaires étrangères, toujours, soutient que « ces désignations témoignent de la détermination de la Refondation de la République de Madagascar à renforcer sa présence dans des instances multilatérales et des capitales stratégiques, à approfondir ses relations bilatérales et à défendre avec efficacité ses intérêts sur la scène internationale ».

Ces trois nouvelles nominations viennent combler un vide diplomatique béant. Aux Nations Unies, à New York, la représentation permanente n'a plus eu d'ambassadeur ni même de chargé d'affaires depuis quelques années. Le personnel a également été rapatrié. Seul un agent comptable est resté en poste. En conséquence, Madagascar a été absente de plusieurs débats et votes au sein des instances onusiennes. La nomination de mardi permet ainsi de rectifier ce handicap.



Pareillement, en Russie, Alphonse Maxime Dovo, le dernier ambassadeur malgache qui officiait à Moscou, est entré en 2018 après avoir été nommé ministre des Affaires étrangères. Depuis, il n'a pas été remplacé. La nomination de mardi est visiblement le signe de la nouvelle dynamique des relations avec la Russie. Cela fait plusieurs années également que l'ambassade malgache à Berlin est dépourvue d'ambassadeur. L'Allemagne est

pourtant la première puissance économique de l'Union européenne (UE).

### Des politiciens et une diplomate

Jusqu'ici, huit ambassadeurs ont donc été nommés. Outre les trois d'hier, de nouveaux ambassadeurs ont été nommés en Conseil des ministres le 28 avril pour la France, l'Afrique du Sud, le Maroc, la Suisse avec l'Office des Nations Unies à Genève, et l'Éthiopie avec l'Union africaine. Ils sont sept hommes, des figures politiques pour l'essentiel, et une seule femme, qui est la seule diplomate de carrière de la liste.

Questionné sur les raisons qui ont porté le choix de l'État sur ces personnalités, leurs atouts et les détails sur les enjeux de leur nomination, le siège de la diplomatie malgache n'a toutefois pas répondu jusqu'à l'heure. Néanmoins, au regard de leur parcours, les trois ambassadeurs nouvellement nommés mardi semblent au fait des enjeux diplomatiques et géopolitiques de leur pays et de leur instance d'affectation.

Ny Hasina Andriamanjato, avant de se faire connaître sur la scène politique durant les années 90 en étant ministre des Postes et de la Télécommunication, a fait ses études en Russie. Outre la langue, il devrait être au fait

du contexte russe. Par ailleurs, le parti AKFM, fondé par son père, feu le pasteur Richard Andriamanjato, avait de bonnes relations avec les autorités de l'ancienne Union soviétique.

Il est probable que le nouvel ambassadeur ait encore de bons réseaux au sein des arcanes du pouvoir russe, de par ses années estudiantines et via le parti de son père, qui est également son cocon politique. Ce qui expliquerait sa présence en première ligne de la délégation présidentielle lors de la visite officielle en Russie en février.

Avant de se faire un nom en tant que ministre des Travaux publics durant une partie de la Transition de 2009 à 2013, Alain Manajary Razafimbelo a également déjà officié comme conseiller d'ambassade auprès de la représentation diplomatique malgache en Allemagne. Diplomate chevronnée, Lanto Rahajarizafy était déjà en poste à New York comme premier conseiller entre 2009 et 2014.

Par ailleurs, sur les capitales et instances qui pourraient être considérées comme stratégiques, Bruxelles avec l'UE attend toujours des ambassadeurs. Le Japon, le Canada ou encore la Grande-Bretagne, membres du G7, sont toujours dépourvus d'ambassadeurs. Pareillement pour la Chine et l'Inde, qui font partie des BRICS dont Madagascar aspire à être un pays partenaire.

## Franck Andrianjanahary, entrepreneur culturel : “Réussir en affaire, c'est vivre de sa passion et créer un impact positif”

FENITRA RARIVOSON | 22 MAI | LES NOUVELLES

Un hybride créatif. C'est ainsi que l'on peut qualifier Franck Andrianjanahary. Designer artistique, chorégraphe et créateur de mode, il évolue aussi dans la valorisation des déchets et l'entrepreneuriat culturel. Un parcours



atypique, à la croisée de plusieurs disciplines, qui l'a toujours ramené vers sa passion de toujours : la mode. Rencontre.

Comment êtes-vous passé du statut de designer artistique à celui d'entrepreneur ?

Leurs propres opportunités. La danse m'a ouvert de nombreuses portes à l'international, notamment en France, au Rwanda et à La Réunion. Au fil de ces voyages et de ces résidences artistiques, j'ai découvert des initiatives liées à l'écologie et à la valorisation des déchets. Cette expérience a profondément changé ma manière de voir les choses. De retour à Antananarivo, face à la pollution qui saute aux yeux dans la capitale, j'ai voulu créer une structure capable de transformer les déchets en

ressources créatives et économiques. C'est ainsi qu'est née Expression Malagasy Holding SARLU.

À quel moment avez-vous compris que votre talent pouvait devenir une activité ?

Je pense que le déclic s'est fait progressivement. Au début, je créais surtout par passion. Peu à peu, j'ai constaté que cette approche mêlant art, recyclage, artisanat et identité malgache touchait le public. La reconnaissance de mes créations à l'international m'a fait comprendre que je tenais là un véritable potentiel, à la fois culturel et économique.

Quel a été votre tout premier projet générateur de revenus ?

Mes premières sources de revenus provenaient de la danse et des performances artistiques. Par la suite, j'ai développé des objets artisanaux et des créations conçues à partir de matériaux recyclés au sein d'Expression Malagasy Wear & Design.

Comment avez-vous financé vos premiers projets ?

Honnêtement, avec très peu de moyen. Les revenus tirés de mes activités artistiques, de petits contrats et de différentes prestations m'ont permis de financer progressivement mes projets. Il y avait aussi beaucoup de débrouillardise. Chaque somme gagnée était réinvestie pour donner vie à une nouvelle idée.

Avez-vous bénéficié de prêts, de subventions ou de partenariats ?

J'ai surtout bénéficié d'opportunités artistiques, de collaborations et de certains accompagnements culturels. Mais la majorité de mes projets voyait progressivement le

jour grâce à mes propres moyens et aux réseaux que j'ai développés au fil du temps.

Les banques soutiennent-elles facilement les entrepreneurs créatifs selon vous ?

Je pense que le secteur créatif reste encore mal compris par beaucoup d'institutions financières. Les entrepreneurs artistiques peinent souvent à obtenir des financements, leurs activités étant perçues comme risquées ou instables. Les industries créatives ont pourtant la capacité de générer de l'emploi, de créer de la valeur locale et de renforcer le rayonnement du pays.

Quels obstacles avez-vous rencontrés au démarrage ?

Le manque de financement et le manque d'accompagnement. Il y avait aussi le regard des autres. Quand on évolue dans des domaines artistiques ou innovants, certaines personnes ont du mal à comprendre la vision. Il fallait aussi apprendre à gérer plusieurs métiers à la fois : création, production, communication, vente, gestion d'équipe...

Vous êtes à la tête de plusieurs marques et projets. Pourquoi avoir choisi de diversifier autant vos activités ?

Je pense que cette diversification s'est faite naturellement à travers mon parcours artistique et entrepreneurial. Toutes mes activités sont liées entre elles : la mode, le design, l'artisanat, l'événementiel, la danse ou encore la valorisation des déchets. Chaque projet représente une autre manière d'exprimer la créativité et de créer de la valeur à partir de notre identité culturelle et de nos ressources locales. À travers Expression Malagasy Holding SARLU, Expression Malagasy Wear & Design, Renaissance Eco-bijoux ou encore F.K Création, et la maison de mode Franck ANDRIANJANAHARY, je développe différents univers qui se complètent.

Est-ce une stratégie pour répartir les risques économiques ?

Oui, bien sûr. À Madagascar, le secteur créatif reste fragile et instable. Diversifier les activités permet de créer un équilibre économique et de continuer à faire vivre les projets artistiques même pendant les périodes plus difficiles. Cela permet aussi de ne pas dépendre d'un seul marché ou d'une seule source de revenus.

Comment gérez-vous autant de structures simultanément ? Gérer plusieurs structures exige beaucoup d'organisation, de discipline et une équipe solide. Je continue d'apprendre à trouver le bon équilibre entre la création artistique et les responsabilités entrepreneuriales. La passion reste toutefois un moteur essentiel pour soutenir ce rythme.

Quel secteur, parmi vos activités, est aujourd'hui le plus rentable ?

Les activités liées au design, à l'artisanat et aux créations événementielles sont les plus rentables. La mode et les créations artisanales ont aussi une forte valeur. Elles portent une identité locale et écologique qui attire de plus en plus de personnes et suscite l'intérêt des partenaires. Certains projets financent-ils les autres ?

Oui, très souvent. Certains projets plus commerciaux permettent de soutenir des projets plus artistiques,

culturels ou expérimentaux. Certaines activités, à l'instar de l'événementiel et du design peuvent aider à financer des créations de mode, des collections ou des projets culturels qui demandent davantage d'investissement au départ.

Combien d'emplois avez-vous créés ?

Je collabore avec des artisans, des couturiers, des créateurs, des techniciens, des danseurs, des scénographes et de jeunes apprentis, selon les besoins de chaque projet. La transmission des compétences et l'accompagnement des jeunes talents occupent une place essentielle dans ma démarche. Même si tous les postes ne sont pas permanents, l'objectif reste de créer régulièrement des opportunités de travail autour de la création locale.

Quelle est, selon vous, votre contribution à l'économie locale ?

Je valorise principalement les ressources locales, les savoir-faire artisanaux et les matériaux recyclés. À travers mes projets, j'essaie de transformer des matières souvent considérées comme des déchets en produits à valeur ajoutée, tout en créant des revenus pour plusieurs artisans et collaborateurs locaux.

Quel effet vos activités ont-elles sur les artisans partenaires ? Quelle est la place de cette communauté dans votre activité ?

Les artisans occupent une place essentielle dans tous mes projets. Sans eux, beaucoup de mes créations n'auraient jamais vu le jour. Je travaille dans une logique de collaboration et de valorisation mutuelle. L'objectif est aussi de montrer qu'un artisanat malgache contemporain peut avoir une reconnaissance internationale tout en restant profondément ancré dans notre culture.

Quelle est votre définition du succès en affaires ?

Le succès ne se résume pas, à mes yeux, à la réussite financière. Réussir en affaire, c'est vivre de sa passion, créer un impact positif, inspirer d'autres personnes et construire des projets qui ont du sens humainement, culturellement et socialement.

Quel est votre principal moteur aujourd'hui ?

Mon principal moteur reste la création. J'ai aussi envie de montrer qu'à Madagascar, malgré les difficultés, il est possible de construire des projets créatifs ambitieux, innovants et porteurs d'avenir.

Où voyez-vous vos entreprises dans cinq ans ?

Je souhaite développer davantage mes marques à l'international, renforcer la production locale et créer plus d'opportunités pour les jeunes artisans malgaches. J'aimerais aussi développer des espaces de création, de formation et de transmission autour de la mode, du design et de l'artisanat durable. Quel héritage souhaitez-vous laisser ?

J'aimerais laisser l'image d'un créateur ayant su transformer les difficultés en opportunités et démontrer que l'art, la culture et l'écologie peuvent devenir de véritables moteurs de développement. J'espère aussi encourager les jeunes générations à croire en leurs rêves, même lorsqu'aucun chemin n'est encore tracé.

## Assiette fiscale : Befeno Hiacynthe interpelle sur les inégalités

ARH. | 22 MAI | LES NOUVELLES

Befeno Hiacynthe Todimanana, député de Madagascar élu dans le district d'Antsohihy, appelle à une augmentation du nombre de contribuables à Madagascar afin de mieux répartir la charge fiscale et renforcer les recettes publiques. Le parlementaire estime que le système actuel impose une pression excessive aux entreprises formelles, déjà engagées dans le respect des obligations légales. Selon l'élu, de nombreux opérateurs économiques du secteur privé dénoncent une situation jugée déséquilibrée.

« Ce sont toujours les mêmes entreprises qui supportent le poids des impôts, alors que cette charge augmente chaque année », a-t-il souligné lors d'un échange avec la presse, hier. Cette réalité alimente un sentiment d'injustice parmi les acteurs économiques qui respectent les règles fiscales. Le député avance également des chiffres préoccupants sur la situation des entreprises dans le pays. D'après ses explications, près de 95 % des sociétés opérant à Madagascar ne paieraient toujours pas d'impôts et ne seraient pas enregistrées officiellement auprès des autorités compétentes. « Une grande majorité des entreprises reste en dehors du système fiscal et administratif », a-t-il affirmé. Equilibrer les charges fiscales

Face à ce constat, le parlementaire estime que l'État doit revoir ses priorités. « Le Gouvernement doit concentrer ses efforts sur l'élargissement du nombre de contribuables

», a-t-il déclaré. Pour lui, cette stratégie permettrait d'équilibrer les charges fiscales entre les acteurs économiques tout en augmentant les ressources financières de l'État.



Le député rappelle que la loi de finances autorise l'exécutif à lever des taxes et à mobiliser les fonds publics. « C'est la loi de finances qui donne au Gouvernement le pouvoir de prélever les impôts et de gérer les dépenses publiques », a-t-il précisé. Enfin, l'élu rappelle qu'en l'absence d'adoption de cette loi, l'administration ne dispose d'aucune base légale pour collecter des impôts auprès des entreprises et des citoyens. Une précision qui met en avant le rôle du cadre budgétaire dans le fonctionnement de l'État.

## Concertation à la CCIA : A l'écoute des préoccupations des consommateurs

JEAN RIANA | 22 MAI | LES NOUVELLES

« Les crises sociales qui ont marqué le pays trouvent leur origine dans le manque d'écoute des consommateurs et des citoyens », a déclaré Miavhson Dauphin Daniel, responsable et membre du comité d'organisation de la concertation nationale consacrée à la refondation de la consommation, hier à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) Antaninarenina.

Cette rencontre de deux jours, réunit des représentants venus de toutes les régions du pays afin de débattre des difficultés rencontrées par les citoyens dans leur quotidien. L'objectif est d'offrir un espace d'expression directe aux usagers face aux problèmes qu'ils subissent au quotidien. Parmi les sujets abordés, le commerce et la consommation, le transport, l'entrepreneuriat, le développement rural, les services de la Jirama, les télécommunications, la bonne gouvernance, l'éducation et le développement social. « L'objectif principal de cette rencontre est de recueillir les préoccupations des consommateurs et de renforcer leur unité à l'échelle nationale » a déclaré Lalaina Razafindralambo, président d'une association de défense des droits des consommateurs. A noter qu'en matière de consommation, le ministère du

Commerce et de la consommation (MinCC) intensifie les contrôles sur les marchés pour protéger mieux les consommateurs contre les produits périmés et autres infractions. À l'issue de cette concertation, plusieurs recommandations devraient être formulées et transmises aux autorités compétentes. Il a été rappelé qu'une loi sur la protection des consommateurs existe déjà à Madagascar, mais qu'elle reste difficilement applicable faute de décret d'application. Par ailleurs, la concertation a vu la participation de hauts responsables de l'État, notamment des représentants des ministères concernés et de la Présidence de Refondation de la République, venus écouter les attentes de la population et recueillir les propositions formulées lors des échanges.

 **Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe**

 **+261 32 07 696 49 / +261 34 01 696 49**

 **ccifm@ccifm.mg / adhesion@ccifm.mg**

